

ayant pris soin de laisser un important piquet de grève devant chaque entreprise.

Le mouvement couvre maintenant toute la Bretagne.

Un article du Journal local, Ouest France, décrit parfaitement l'impuissance du pouvoir et des industriels :

« Jamais sans doute la guerre du lait n'aura pris une telle forme dans le Morbihan : aux grands rassemblements qui aboutissent parfois à des heurts avec les forces de police, a succédé une véritable guérilla : hier, la moitié Ouest du Département était paralysée par cette lutte incessante. Il est probable que le mouvement va gagner l'autre partie du Département si les négociations n'aboutissent pas.

« Depuis le 9 Mai, des embuscades qui ont rassemblé plusieurs centaines de producteurs se sont multipliées, de jour et de nuit, pour intercepter les camions de collecte : ainsi à Pontivy, à Pont Scorff, au Faouët, à Pluvignen, à Auray, à Pluherlin, à Malestroit, à Plouay ».

Dans le Finistère, tandis que se multiplient les occupations de laiteries, 35 camions sont gardés à Pont l'Abbé par 300 producteurs. Les industriels bretons demandent la protection de la police. Marcellin n'en a cure : il songe à sauvegarder son siège de député.

Les formes de lutte adoptées révèlent un premier clivage avec les notables des syndicats corporatistes : Joseph André, président de l'Union Cantonale des syndicats agricoles de Gourin (Finistère) se plaint d'avoir été soigneusement tenu à l'écart de toute décision d'action, démissionne de son mandat syndical et quitte la FDSEA.

D'autres préfèrent suivre le mouvement en espérant pouvoir l'étouffer ensuite. C'est le cas pour les bureaucrates du Morbihan.

La totalité des actions engagées, l'interception des camions, l'organisation des piquets de grève, sont laissées à l'initiative de la base. Certes, elles sont le plus souvent dirigées par les « Paysans en lutte » dont certains sont administrateurs de FDSEA, mais à aucun moment, on ne voit se dégager une direction du mouvement, capable de le structurer et de le consolider. C'est là une des premières faiblesses du mouvement, qui n'apparaîtra pas immédiatement, mais se révélera importante quand s'amorcera la stabilisation.

— Les 26 - 27 - 28 Mai constituent l'apogée du mouvement.

Plusieurs meetings ont lieu en différents points du département, où les producteurs affirment leur volonté de continuer la lutte pour :

— 60 centimes le litre en qualité C (6)

— suppression de la péréquation.

La grève est totale dans le Finistère, les laiteries sont fermées, les quelques camions restant en circulation sont poursuivis par les grévistes pour éviter toute manœuvre de la part des industriels.

Dans le Morbihan, la paralysie est quasi totale. Le blocus des camions levé deux jours dans la région de Questembert, est repris aussitôt après.

Les Côtes du Nord sont à leur tour paralysées. Plusieurs laiteries sont bloquées et occupées à l'initiative du CDJA et des « Paysans en lutte ».

En Loire Atlantique, alors que la FDSEA n'avait prévu de passer à l'action que le lundi, trente camions sont bloqués à Pontchateau dans la nuit de samedi à dimanche.

L'île et Vilaine est à son tour touchée par le conflit. Certes, le département est bien tenu en main par les notables corporatistes, en particulier Daunay, à la fois président de la FDSEA et de la coopérative laitière, cependant, plusieurs centaines de producteurs manifestent devant la laiterie. Une contre manifestation suscitée par Daunay ne rassemble que 100 personnes. Un conseil fédéral permettra à Daunay de louvoyer et de garder la situation en main.

Devant l'ampleur de la grève, les prises de position se multiplient : Le PC demande... une réunion extraordinaire des conseils généraux de Bretagne.

Le MODEF rappelle qu'il a toujours demandé une revalorisation de 15 % du prix du lait et qu'il pense que cette augmentation est possible sans répercussion à la consommation par le biais de la suppression des taxes sur le lait, notamment celles de la TVA. Il rappelle qu'il est « contre la violence ». C'est sans doute pour cette raison qu'on ne voit pas le MODEF aux piquets de grève ?

Le CRJA : « Nous intensifierons l'action et souhaitons qu'elle se prolonge dans les départements et régions voisines. Il s'agit pour nous, agriculteurs, comme pour les ouvriers, d'obtenir que notre travail soit rémunéré ». Seule organisation paysanne, avec la FDSEA du Finistère, à avoir soutenu sans réserve l'action engagée, le CRJA ne peut cependant lui apporter de perspectives par rapport à la stabilisation qui va s'amorcer. De plus, ses dirigeants continuent à répandre les illusions qu'une politique agricole satisfaisante pour les petits producteurs puisse être appliquée dans le cadre du régime, puisque le communiqué déclare :

« Cette action remet fondamentalement en cause l'ac-